



La Lettre d'informations

Mensuel - Numéro 1 – 1^{er} mai 2019

Le Comité Lula Livre de Paris a été constitué, en France, en avril 2018, dans le cadre du *Comité international pour la défense de Lula et de la démocratie au Brésil* fondé à Porto Alegre. Il a été rejoint par de nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives de France et par des collectifs de Brésiliens vivant en France. Après l'élection de Bolsonaro, plus que jamais, nous affirmons notre engagement à combattre pour la libération immédiate et inconditionnelle de Lula, pour la défense des libertés démocratiques, et pour la solidarité avec les luttes du peuple brésilien.

“Lula est un prisonnier politique”



Entretien avec **André Machado**, président du comité de ville du Parti des travailleurs (PT) à Curitiba (Etat du Parana), la ville où Lula est emprisonné depuis plus d'un an.

Que s'est-il passé à Curitiba le 7 avril, un an après que Lula ait été jeté en prison ?

Ce jour-là, 10 000 manifestants venus de différentes régions du Brésil ont participé à un meeting politique sur le campement permanent « Vigília Lula livre », devant le siège de la police fédérale où Lula est emprisonné. Les dirigeants du Parti des travailleurs (PT), du Parti socialisme et liberté (PSOL), du Parti communiste du Brésil (PCdoB), du Parti de la Cause ouvrière (PCO), en deux mots, les partis se revendiquant de la classe ouvrière étaient présents. Des dirigeants syndicaux et d'organisations populaires y ont également participé. C'était une démonstration d'unité et de solidarité. De tels rassemblements ont eu lieu dans de nombreuses régions du monde.



Curitiba, 7 avril 2019



Paris, 7 avril 2019

Sao Paulo, 7 avril 2019

Quelles sont les prochaines étapes du combat pour la libération de Lula ?

Lula est un prisonnier politique, et son incarcération avait comme objectif de l'empêcher de remporter les élections présidentielles. Par conséquent, la lutte pour sa libération est directement liée aux luttes de la classe ouvrière. A la dernière réunion du Directoire national du PT, la présidente du parti a déclaré : « Nous allons occuper les rues de tout le Brésil, et lutter pour la souveraineté, pour la libération de Lula, contre la réforme de la sécurité sociale et pour la démocratie ». La lutte pour libérer Lula est liée à la lutte pour construire une grande mobilisation nationale, pour une grève générale, pour vaincre la réforme des retraites de Bolsonaro. Dans ce cadre, la solidarité internationale comme celle que vous organisez à Paris est très importante.

Propos recueillis par Dominique Ferré

Ils s'engagent pour Lula !



Benoît MARTIN

Secrétaire général de l'Union départementale CGT de Paris

« Je suis engagé pour la libération de Lula car j'ai la conviction que le syndicalisme CGT doit être concrètement internationaliste. L'actualité au Brésil ces dernières années - enjeux de la démocratie et de la justice sociale - formait un terreau propice à cet engagement. Enfin, des trajectoires individuelles se croisent dans les organisations collectives : après avoir parlé avec Maria José, l'UD CGT de Paris s'est saisie de la question du Brésil et de Lula. »

Dans le Brésil de Bolsonaro, indigènes et écologistes payent le prix du sang

Extraits d'un article paru le 2 avril 2019 dans *Reporterre**

« Défendre l'environnement au Brésil est une activité dangereuse pour les indigènes. Les terres sur lesquelles ils vivent sont de plus en plus convoitées en raison de leurs richesses naturelles. (...) D'après le Conseil missionnaire indigène, 110 Indiens ont été assassinés dans le pays en 2015, dont 17 au Mato Grosso do Sul, et 118 en 2016. La plupart des meurtres sont causés par des conflits liés à la déforestation et à l'invasion des terres. (...) Depuis la prise de fonction du président Bolsonaro, le 1^{er} janvier 2019, le gouvernement a transféré la responsabilité de l'identification, de la délimitation, de la reconnaissance et de la démarcation des terres indigènes au ministère de l'Agriculture (Mapa), actuellement dirigé par la ministre Tereza Cristina Dias, chef du Front parlementaire agroalimentaire (FPA) et fervent défenseur de l'agrobusiness. (...) Les conséquences négatives de cette nouvelle politique environnementale sont flagrantes. L'Institut de l'homme et de l'environnement de l'Amazonie (Imazon) vient de publier les premières données de 2019 relevées par le Système d'alerte de déforestation (SAD). Son rapport démontre que la déforestation en Amazonie a augmenté de 54 % en janvier par rapport à la même période de l'année précédente. »

* <https://reporterre.net/Dans-le-Bresil-de-Bolsonaro-indigenes-et-ecologistes-payent-le-prix-du-sang>

Lu dans la presse...



« L'inculpation puis la condamnation de Lula, dans le cadre de l'opération anticorruption « Lava Jato » au sein de la compagnie pétrolière

Petrobras menée par le controversé juge Sergio Moro, ont été instrumentalisées à des fins politiques. L'ancien métallo a été condamné le 24 janvier 2018, au prétexte d'avoir bénéficié d'un triplex d'une entreprise du bâtiment en échange de marchés publics. Le juge Moro a reconnu qu'il n'avait aucune preuve de sa culpabilité mais qu'il en était convaincu. Il a également justifié sa sentence sur la base de la « délation récompensée » d'un ancien cadre de cette entreprise qui a joui d'une remise de peine à la faveur d'un témoignage à charge contre Lula. Le principe de « convictions » n'existe pas dans le droit pénal brésilien, comme l'ont rappelé pas moins de 3 000 juristes dans une pétition. Le leader du PT a été incarcéré alors qu'il existait plusieurs appels, violant ainsi le principe judiciaire selon lequel on ne peut emprisonner tant que les recours ne sont pas épuisés. Quant à la présomption d'innocence, elle a été piétinée. (...) Le prix Nobel de la paix Adolfo Perez Esquivel, qui a promu sa candidature afin qu'il soit lui aussi récipiendaire de cette prestigieuse distinction au nom du combat qu'il a livré contre la faim au Brésil, a dit craindre pour l'intégrité physique de Lula. « La défense de la libération de Lula s'inscrit dans le combat pour la démocratie. Ce qui se passe au Brésil est une véritable honte, a tancé le célèbre chanteur Chico Buarque. Nous allons lutter sans trêve pour sa liberté et pour la démocratie. »

Cathy Dos Santos,
dans *L'Humanité* du 8 avril 2019

Vu dans la presse...



Caricature du dessinateur brésilien
Osmani Simanca

Bolsonaro... par lui-même



« On peut pardonner, mais pas oublier la Shoah » (11 avril 2019).

« Pardonnez les erreurs, je ne suis pas né pour être président, je suis né pour être

militaire » (5 avril 2019)

« Les marginaux rouges seront bannis de notre patrie ! (...) Et M. Lula Da Silva, si tu attendais qu'Haddad devienne président pour qu'il signe le décret de pardon, je vais te dire une chose : tu vas pourrir en prison ! » (Octobre 2018, discours de campagne)

« L'afro-descendant le plus léger pesait environ 80 kilos. Ils ne font rien ! Ils ne servent même pas à la reproduction. » (avril 2017)

« L'État est chrétien et que celui qui n'est pas d'accord s'en aille. » (meeting à Paraíba, février 2017)

« L'erreur de la dictature (militaire de 1964 à 1985) a été de torturer sans tuer. » (*Radio Jovem Pan*, juin 2016)

« C'est une disgrâce d'être patron dans notre pays, avec toutes ces lois du travail. Entre un homme et une femme, que va se dire un patron ? 'Purée, cette femme a une alliance au doigt, dans peu de temps elle sera enceinte, six mois de congés de maternité' (...) Qui paiera l'addition ? L'employeur (...) et au final la Sécurité sociale. » (*Zero Hora*, décembre 2014)

« Je serais incapable d'aimer un fils homosexuel. Je préférerais que mon fils meure dans un accident. » (*Playboy*, juin 2011)

LIBÉREZ LULA
COMITÉ INTERNATIONAL

Contactez-nous !

Par mail :

liberezlula.org@gmail.com

Sur internet :

<https://liberezlula.org/>

Sur Facebook :

@comitelulalibre

Le comité international :

<https://comitelulalivre.org/fr/>

Nos activités...

26 mars, Marielle presente !



Nous étions présents à l'évènement du Réseau Européen pour la Démocratie au Brésil (RED.br) pour que le Conseil de Paris donne le nom de Marielle Franco à une rue de la capitale. Marielle a

été victime d'un crime politique. Etaient présents **Mônica Francisco** (députée de l'Etat de Rio de Janeiro, collaboratrice de Marielle), **Marcia Tiburi** (écrivaine et militante des droits des femmes), **Silvia Capanema** (historienne à l'université Paris 13, conseillère départementale de Saint-Denis et présidente de RED.br) et **Maud Chirio** (historienne à l'Université de Marne-la-Vallée, co-fondatrice de RED.br).

7 avril, Trocadéro

Le Comité Lula Livre de Paris était présent au rassemblement, sur le parvis du Trocadéro, un an jour pour jour après l'incarcération de Lula. Etaient également présents **Jean-Luc Mélenchon**, le député **Eric Coquerel** (LFI), des délégations du **Parti communiste français**, du **Parti ouvrier indépendant**, du **Parti ouvrier indépendant démocratique**, et de nombreuses associations latino-américaines (*photo au recto*).

1^{er} mai

Nous serons présents à la **manifestation du 1^{er} mai**, où nous ferons connaître la cause de Lula

Juin, caravane Lula Livre en Europe.

Fin juin, une **caravane en car Lula Livre** se rendra, depuis Paris, à Genève, Bâle, Strasbourg et Bruxelles, pour porter la cause de Lula auprès des institutions internationales (ONU, OIT, Conseil de l'Europe, Parlement européen...). Inscrivez-vous pour y participer !

Un document

Traduit et publié par le comité : « Réforme des retraites (*Prévidência*) : qu'attendre du gouvernement Bolsonaro », à propos de la réforme de la Sécurité sociale au Brésil. Pour, se le procurer, nous écrire à liberezlula.org@gmail.com